

DEPARTEMENT DU GARD – COMMUNE DE SAINT MAMERT
DU GARD

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET
NON COLLECTIF DE LA COMMUNE DE
SAINT MAMERT DU GARD

RAPPORT du commissaire enquêteur

Didier LECOURT

22/12/2025

Table des matières

CHAPITRE 1- Les généralités	3
CHAPITRE 2- Le dossier et les caractéristiques des dispositifs d'assainissement	4
2.1 Le dossier	4
2.2 Les caractéristiques des dispositifs d'assainissement.....	4
2.2.1 L'assainissement collectif	4
2.2.2 L'assainissement non collectif.....	5
CHAPITRE 3 Le zonage.....	7
3.1 Justification du choix	7
3.2 Les propositions.....	7
CHAPITRE 4 Organisation et déroulement de l'enquête publique	9
4.1 Organisation	9
4.1.1 Désignation du commissaire enquêteur	9
4.1.2 Arrêté portant mise à l'enquête publique.....	9
4.1.3 Réunions.....	10
4.1.4 Mesures de publicité	10
4.2 Le déroulement	10
4.2.1 Permanence et registre	10
4.2.2 Les observations du public	11
CHAPITRE 5 Observations du public.....	11
5.1 Les époux GILLES	11
5.2 Madame PAYRIERE Myriam	12
5.3 Réponse du service Eau de Nîmes Métropole (annexe 7)	12
LISTE DES ANNEXES	14

CHAPITRE 1- Les généralités

La compétence assainissement des eaux usées consiste en la gestion de l'assainissement collectif comportant les réseaux et la station de traitement et la gestion de l'assainissement non collectif qui consiste en un traitement individuel des eaux usées par chaque propriétaire.

Cette compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole le 1^{er} janvier 2005, la commune de Saint Mamert du Gard ayant rejoint celle-ci le 1^{er} janvier 2017.

La commune a mis en place en août 2016 un zonage délimitant les zones d'assainissement collectif et non collectif approuvé par le conseil communautaire le 22 mai 2017.

Une mise en cohérence de ce zonage s'avère nécessaire, en parallèle à la révision du PLU de la commune, et au travers d'une étude menée par Nîmes Métropole consistant à la mise à jour du zonage et l'élaboration d'une notice d'enquête publique, enquête ouverte et organisée par la commune conformément aux dispositions de la délibération du conseil communautaire du 06/11/2023.

Cette étude répond par ailleurs aux dispositions de la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (codifiées aux articles L 2224-10 et R 2224-7 à R 2224- 9 du code général des collectivités territoriales) obligeant les collectivités à mettre en place un zonage d'assainissement soumis à enquête publique.

Cette étude présente les solutions techniques adaptées à la gestion des eaux usées domestiques et met en concordance le zonage collectif et non collectif. Quel que soit le mode de gestion, l'objectif est de mettre en place des solutions durables d'évacuation et de traitement, de respecter le milieu naturel (eaux souterraines et

superficielles), d'orienter les mesures urbanistiques entre l'habitat et les équipements, d'éclairer le choix de la filière non collective.

CHAPITRE 2- Le dossier et les caractéristiques des dispositifs d'assainissement

2.1 Le dossier

Il est constitué d'une notice d'enquête comportant un rapport justificatif du zonage retenu et une carte de zonage d'assainissement (annexe 1).

En annexe 2 figure l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 relatif aux conditions de mise en œuvre des systèmes d'assainissement non collectif, notamment sous l'angle de la salubrité publique, de la qualité du milieu réceptif et de la sécurité des personnes.

2.2 Les caractéristiques des dispositifs d'assainissement

2.2.1 L'assainissement collectif

Le réseau de 11 km est aujourd'hui concédé à Veolia.

Le taux de raccordement au réseau est de l'ordre de 95% correspondant à 677 abonnés (1690 habitants – données 2022), les eaux usées étant traitées par la station intercommunal de traitement des eaux usées (STEU) de la Haute Braune à Gajan d'une capacité

nominale de 3 500 Equivalent-Habitants (EH). Cette capacité, eu égard aux projections démographiques à l’horizon 2050, est vouée à être atteinte à moyen terme.

Une nouvelle station, dont la nécessaire construction avait été actée dans le schéma directeur d’assainissement du syndicat intercommunal de la Haute-Braune, est entrée en service en juillet 2025.

Cette STEU, de type boues activées, a une capacité de 8 500 EH répondant aux besoins et projections démographiques des quatre communes desservies (Fons, Gajan, Saint Bauzély, Saint Mamert du Gard) prévoyant une population de 8200 habitants à l’horizon 2050.

La population permanente raccordée au réseau estimée en 2050 à 7544 EH explique la capacité épuratoire retenue de 8500 EH qui ne sera pas impactée dans sa disponibilité par les 1907 habitants de St Mamert prévus dans le PLU à l’horizon 2033.

La nouvelle station s’inscrit par ailleurs dans un objectif de performance environnementale élevée, disposant d’une file de traitement et de valorisation des boues, d’un traitement spécifique des odeurs par charbon actif, d’une isolation du local de surpression d’air limitant le bruit.

2.2.2 L’assainissement non collectif

Actuellement, cet assainissement concerne environ une trentaine d’habitations concentrées pour l’essentiel en périphérie du village dans les zones UBa au Nord (une vingtaine), au Sud (5) et A (5), soit une population estimée de l’ordre d’une centaine d’habitants.

C'est le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) qui procède à des visites diagnostiques périodiques de contrôle, les propriétaires dont les installations sont non conformes étant obligés de réhabiliter tout ou partie de leur dispositif.

Tout projet d'assainissement autonome passe nécessairement par une étude de sol (surface disponible, hydromorphie, géologie, imperméabilité, accessibilité....) afin d'optimiser le dispositif. L'aptitude réelle des sols à l'infiltration est un élément important puisqu'une perméabilité inférieure à 10mm/h peut entraîner un refus d'urbanisation, la parcelle pouvant être considérée inapte à accueillir un dispositif d'assainissement non collectif.

L'obtention d'un permis de construire passe par l'avis favorable du SPANC (nature du sol, superficie du terrain).

La fosse toutes eaux prétraite les effluents, reçoit les eaux vannes et les eaux ménagères et non les eaux pluviales. Son dimensionnement minimum est de 3 m³ pour une habitation de 5 pièces principales (1 m³ par pièce supplémentaires).

Le prétraitement est suivi par un dispositif de traitement qui répond à des filières différentes selon la classe d'aptitude du sol (tranchées d'infiltration, filtre à sable vertical drainé ou non).

En tout état de cause, le dispositif d'assainissement autonome est intimement lié à un diagnostic du sol.

CHAPITRE 3 Le zonage

3.1 Justification du choix

De manière globale, toute la zone UA (centre ancien, centre bourg) est desservie en assainissement collectif. De même la zone UB et ses déclinaisons Ube/UBp bénéficient du réseau collectif auxquelles s'ajoutent 13 parcelles du secteur UBa.

En dehors de ces 13 parcelles, la zone UBa n'est pas couverte par le réseau public d'assainissement, de même que 3 parcelles en zone UB en lisière de la zone agricole et la zone humide (Nh).

Les zones 1AU (urbanisation à court terme à vocation de logements), 1AUp (urbanisation à court terme à vocation d'équipements et services publics) et 2AUp (équipements et services publics à long terme) sont classées en assainissement collectif futur.

Les zones A et N sont classées en assainissement non collectif.

3.2 Les propositions

Tel que décrit ci-dessus, la carte de zonage comporte une zone bleue couvrant l'actuel réseau d'assainissement collectif, une zone rose concernant les secteurs en assainissement collectif futur et une zone blanche pour l'assainissement non collectif.

On peut comprendre que cette dernière n'entre pas dans la zone de desserte pour des raisons liées à la densité plus faible de l'habitat et surtout de l'éloignement du réseau d'assainissement qui renchérit les

coûts. Il y a aussi le fait que les habitants de ce secteur (essentiellement UBa) ont investi dans une filière d'assainissement non collectif souvent couteuse, le raccordement au réseau représentant alors un surplus de dépense.

J'ai posé, par ailleurs, une question à la Direction Exploitation Eau et Urbanisme de Nîmes Métropole concernant le placement en assainissement non collectif des parcelles B 2376, B 2374 et B 1507 pourtant dans l'enveloppe UB, certes en limite, mais proche du réseau.

Confirmant que ces parcelles disposent d'un dispositif autonome, Nîmes Métropole répond en outre qu'elles « ne sont pas riveraines du réseau d'assainissement », ce qui ne semble pas évident au regard des cartes de zonage.

S'agissant du raccordement au réseau collectif, Nîmes Métropole signale l'importance des travaux pour le raccordement de l'extension Nord (secteurs 1AU, 1AUp, 2AUp), à la charge de l'aménageur.

A noter que 13 parcelles, les moins au nord de la zone UBa et plus enclavées dans la zone UB, sont classées en zone d'assainissement collectif.

CHAPITRE 4 Organisation et déroulement de l'enquête publique

4.1 Organisation

4.1.1 Désignation du commissaire enquêteur

Suite à la demande de Madame le Maire de la commune de Saint Mamert du Gard enregistrée le 20/06/2025, Monsieur le Président du tribunal administratif de Nîmes a désigné Monsieur Didier LECOURT en qualité de commissaire enquêteur (annexe 1).

4.1.2 Arrêté portant mise à l'enquête publique

Cet arrêté du 10 octobre 2025 (annexe 2) fixe la durée de l'enquête publique à 31 jours du lundi 27 octobre au mercredi 26 novembre 2025. Il rappelle la composition du dossier et les modalités de sa consultation par le public qui pourra déposer ses observations sur registre manuel, par écrit ou voie électronique aux jours et heures d'ouverture de la mairie. Sont rappelées également les opérations de clôture de l'enquête, les modalités de consultation du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, ainsi que les mesures légales de publicité dans la presse locale.

4.1.3 Réunions

Une première réunion le 13 octobre 2025 a été consacrée à la présentation du projet par le Directeur général des services.

Une seconde, organisée le 23 octobre 2025 a réuni Madame le Maire et son adjoint à l'urbanisme en présence du DGS.

4.1.4 Mesures de publicité

L'avis d'enquête public (annexe 3) a été publié dans les annonces légales du Midi Libre et la Gazette de Nîmes 15 jours au moins avant le début de l'enquête les 10 et 30 octobre 2025 et dans les huit jours suivants le 30 octobre (annexe 4).

Cet avis a été affiché le 10 octobre 2025 en mairie pendant la durée de l'enquête, sur les panneaux d'information municipale et publié le même jour sur le site internet de la commune.

Le certificat et attestation d'affichage établi par le Maire figure à l'annexe 5.

4.2 Le déroulement

4.2.1 Permanence et registre

Les permanences ont été assurées par le commissaire enquêteur dans la salle du conseil de la mairie les 27 octobre, 14 et 26 novembre 2025. Les conditions d'accueil ont été excellentes et les relations avec le personnel communal les plus cordiales.

Le registre manuel a été coté et paraphé par mes soins dès le début de la première permanence.

4.2.2 Les observations du public

Lors de la première permanence, j'ai eu la visite des époux Gilles qui devaient consigner leurs observations et finalement ne l'ont pas fait. Elles sont néanmoins développées au chapitre 5.

Lors de la dernière permanence, une personne a déposé une contribution dont l'analyse a été communiquée à la commune en vue d'une réponse (annexe 6).

CHAPITRE 5 Observations du public

5.1 Les époux GILLES

Le dossier dont ils étaient munis concerne une division parcellaire aboutissant à la constitution de 4 parcelles en zone UBa d'assainissement non collectif (1 parcelle inférieure à 1000 m² n'étant pas éligible à une solution ANC).

Mais le principal problème réside dans la faible perméabilité des sols.

Le SPANC, début 2023, conseillait de mettre en œuvre des investigations hydrogéologiques et pédologique afin de trouver des solutions techniques.

Sans autres informations, la commune a saisi le SPANC de Nîmes Métropole le 05/11/2025 qui, dans sa réponse du 18/11, indique

« l'impossibilité de desservir de nouveaux bâtis (notamment famille Gilles) compte tenu d'une perméabilité des terrains quasi nulle (infiltration inférieure à 10 mm/h) ».

Le SPANC précise par ailleurs, dans le même courrier, que les deux bureaux d'études qui sont intervenus n'ont pas proposé de filière d'assainissement et que « la division parcellaire en vue de constructivité de bâtis ne peut aboutir ».

La solution technique en ANC semble donc aujourd'hui compromise, voire impossible.

5.2 Madame PAYRIERE Myriam

Il s'agit de la possibilité de raccorder la parcelle B 2098, sous le régime du SPANC en zone UBa, à partir d'un bâti de la parcelle B 2099 en zone UB et bénéficiant du réseau collectif.

L'extension à ce réseau est elle possible et sous quelles conditions de financement : prise en charge du propriétaire, participation communale ?

5.3 Réponse du service Eau de Nîmes Métropole (annexe 7)

La Direction Exploitation Eau et Urbanisme ne prévoit pas d'extension dans le secteur de la parcelle de Mme Payriere où l'assainissement non collectif est prescrit.

Elle lui conseille toutefois, en application de l'article L 3332-15 du code de l'urbanisme, d'adresser directement au concessionnaire du

réseau une demande de branchement (s'il est sous domaine public, il doit être réalisé exclusivement par lui), dont le coût sera à la charge du demandeur, variera en fonction de la longueur nécessaire et qui fera l'objet d'une étude de faisabilité.

Nîmes Métropole pense que le raccordement au réseau public d'assainissement supposera la mise en place d'un poste de relevage et rappelle que les dispositifs individuels assurant le traitement et l'évacuation des eaux usées doivent avoir recueilli l'avis du SPANC.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 Décision du Président du tribunal administratif de Nîmes du 20/06/2025 désignant Didier LECOURT en qualité de commissaire enquêteur

ANNEXE 2 Arrêté de Madame le Maire de Saint Mamert du Gard du 10/10/2025

ANNEXE 3 Avis d'enquête publique

ANNEXE 4 Publicités légales Midi Libre et Gazette de Nîmes

ANNEXE 5 Certificat d'affichage de Mme le Maire

ANNEXE 6 Analyse observation du public

ANNEXE 7 Réponse de Nîmes Métropole